

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63116

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

hende fehlende Unrechtsbewußtsein der Bank. Unter diesen Umständen ist es wenig verwunderlich, daß die Dresdner Bank bis Ende der neunziger Jahre brauchte, um sich ihrer Vergangenheit zu stellen.

Insgesamt weckt die sehr gewissenhaft recherchierte und detaillierte Einzelstudie das Interesse an den weiteren Untersuchungen des Forschungsprojektes des Hannah-Arendt-Instituts zur Geschichte der Dresdner Bank im »Dritten Reich«. Diese lassen auch für die westeuropäischen Staaten noch interessante Ergebnisse erwarten.

Ralf BANKEN, Frankfurt a. M.

Gérard AALDERS, *Geraubt! Die Enteignung jüdischen Besitzes im Zweiten Weltkrieg*. Aus dem Niederländischen von Stefan HÄRING, Köln (Dittrich) 2000, 435 p.

Gérard Aalders, un historien de l'Institut d'étude documentaire de la guerre d'Amsterdam (NIOD), est un spécialiste de l'histoire économique de la Seconde Guerre mondiale. Son dernier ouvrage traite des spoliations des biens juifs aux Pays-Bas, même si le titre n'indique pas l'espace géographique couvert. Alors que l'aryanisation économique et la spoliation des biens pendant l'Holocauste sont devenus des sujets d'actualité et ont même été un temps un enjeu diplomatique entre l'Europe et les États-Unis et, alors que la question est entrée dans le champ des études de la Shoah, il est tout à fait bienvenu pour le chercheur d'avoir à sa disposition un ouvrage traitant de façon complète le phénomène dans un pays, ouvrage qui ne néglige aucun aspect. S'il existe quelques livres de ce type pour l'Allemagne, comme celui d'Abraham Barkai<sup>1</sup>, si les études sectorielles ou locales se sont multipliées, il n'est encore possible de lire sur les pays occupés ou annexés par le Reich aucune étude exhaustive. Aalders fait donc figure de pionnier et il est heureux que son livre, d'abord écrit en néerlandais, soit traduit en allemand, pour atteindre un lectorat plus large.

Aalders décrit tout d'abord le cadre général de la spoliation des Juifs aux Pays-Bas, c'est-à-dire celui de l'exploitation économique intense d'un territoire occupé. Tout en s'attaquant aux biens – puis aux personnes – des Juifs néerlandais, les nazis utilisèrent rationnellement les ressources de ce petit pays. L'imposition d'indemnités d'occupation, de ponctions obligatoires en »contribution à l'effort de guerre contre l'Union Soviétique«, d'un cours forcé du florin, n'ont été que quelques exemples du pillage »légal« qu'ont subi les Pays-Bas, durement saignés. L'or a été ponctionné, ainsi que les devises. Mais la confiscation des biens juifs a été bien plus systématique et a représenté en volume un tiers de tous les vols. L'auteur décrit ensuite le pillage des œuvres d'art et des biens culturels, ce qui rapproche déjà du cœur du sujet, puisque les biens juifs de cette catégorie ont été volés systématiquement, ce qui n'a pas été le cas des grandes collections publiques néerlandaises, restées dans les musées. La bibliothèque Rosenthaliana fut par exemple déménagée entièrement en Allemagne, bien qu'elle ait été auparavant nominalement placée sous le contrôle de la bibliothèque universitaire d'Amsterdam. Il s'agissait de l'une des plus grandes bibliothèques d'intérêt juif au monde. Les 60 000 ouvrages ont été envoyés à Francfort-sur-le-Main, à la bibliothèque de la *Hohen Schule*, organisme créé par Himmler. Les ouvrages furent largement endommagés et détruits lors des bombardements alliés de Berlin. Le pillage des œuvres d'art prit aussi la forme plus »policée« d'achats pour le compte de dignitaires nazis, Hitler et Goering en particulier, soucieux de construire leurs collections privées respectives, à Carinhall et à Linz. Le Dr. Kajetan Mühlmann fut le plus actif des acheteurs, qui profita largement de la détresse et

1 Abraham BARKAI, *From Boycott to Annihilation: the Economic Struggle of German Jews. 1933–1943*, Hannover/New Hampshire 1989.

de l'appauvrissement des Juifs hollandais pour acquérir à bas prix des œuvres et du mobilier, par l'intermédiaire d'agents bien introduits. Amsterdam fut ainsi, derrière Paris, l'un des centres les plus actifs du marché de l'art de la période de l'Occupation.

La confiscation des biens des Juifs néerlandais se fit méthodiquement et assez simplement. La structure des forces d'occupation le permit, qui n'avaient pas besoin de négocier avec un gouvernement de collaboration et qui disposait d'une administration intacte et coiffée de secrétaires généraux de ministères, eux-mêmes réunis en «collège». Les Pays-Bas subirent le joug d'une administration civile, et non d'une administration militaire, comme la France ou la Belgique. Si l'enregistrement des entreprises juives fut ordonné dès le mois d'octobre 1940, leur mise sous administration provisoire (avec liquidation ou vente à un aryen) ne commença que le 12 mars 1941. Auparavant, les associations juives avaient été soit liquidées soit réunies, pour celles l'entraide en particulier, sous l'égide du Conseil juif, l'organisme de représentation forcé des Juifs. L'aryanisation économique, c'est-à-dire la disposition des entreprises, fut rapide. Le produit de la réalisation des actifs fut transféré, au nom des propriétaires juifs, sur des comptes bloqués dans quatre banques néerlandaises contrôlées par des banques allemandes. Des allocations pouvaient être versées aux Juifs, qui restaient nominalement propriétaires de leur argent. Le 27 mai 1941, une ordonnance allemande prescrivit l'aryanisation des terres agricoles. Durant ces premières étapes de la spoliation, accompagnées de campagne d'intimidation, d'une grande rafle et de déportations de jeunes Juifs dans des camps de concentration du Reich, des fiduciaires privées allemandes installées aux Pays-Bas apportèrent leur aide dans l'évaluation des biens. En juillet 1941, un organisme central de la spoliation fut créé. Il reçut le nom de «Banque Lippmann, Rosenthal & Co». Il ne s'agissait en fait pas du tout d'une banque, mais d'une administration allemande que l'on «camoufla» en banque juive, afin de ne pas effrayer les victimes et les contacts financiers internationaux. Il existait une banque Lippmann, Rosenthal & Co, ancienne et renommée, qui fut placée en liquidation. Le nouvel organisme prit son nom et agit comme une «vraie» banque, produisant des ordres de virement, se faisant enregistrer comme intermédiaire agréé auprès de la Bourse d'Amsterdam, constituant un conseil d'administration. Aalders explique bien que, tout comme la nouvelle banque Lippmann, Rosenthal était une fausse banque juive, les chambres à gaz d'Auschwitz étaient de fausses salles de douche. Par l'ordonnance allemande du 8 août 1941, connue sous le nom de «Première ordonnance Liro», les Juifs furent contraints de livrer leurs titres, comptes en banque et devises. Trois jours plus tard, l'aryanisation des biens immobiliers commença, sur le même modèle que celui des entreprises. Beaucoup d'argent et des paquets de titres arrivèrent rapidement dans les comptes de la fausse banque. Les titres furent vendus en Bourse ou à l'étranger (en Suisse et en France, par exemple) et les liquidités ponctionnées par les services allemands. Mais la spoliation n'était pas terminée. Le 21 mai 1942, la Seconde ordonnance Liro prescrivit aux Juifs la livraison de tous les objets de valeur qu'ils détenaient encore, leur argenterie, leurs œuvres d'art, etc. S'ils pouvaient conserver le métal précieux qui servaient au plombage de leurs dents – le texte le spécifia – ce ne fut que provisoirement, puisque cette ordonnance représentait un préliminaire aux déportations vers les camps de la mort, qui commencèrent peu de temps après. Elles furent particulièrement meurtrières aux Pays-Bas: à la Libération, 75% des Juifs des Pays-Bas avaient été assassinés.

Le récit de ce processus si complet est fort bien fait, il n'est jamais trop technique pour en empêcher la lecture par un non-spécialiste. On peut regretter seulement que les voix des victimes ne soient pas suffisamment présentes dans ce livre, qui aurait pu offrir plus d'exemple de familles et de cas concrets de spoliation. La tentative de chiffrage de l'ensemble du pillage, à fin de l'ouvrage, peut paraître imprécise, mais il faut comprendre les difficultés d'une telle tâche, sachant l'ampleur des vols et surtout la destruction par les Allemands de beaucoup d'archives avant la Libération. Ainsi, il fallut 12 ans aux employés du Service de restitution pour reconstituer à peu près le *Sammelkonto*, le compte unique

qui centralisa les avoirs juifs à partir de la fin de 1942. On peut regretter aussi que les différentes institutions responsables de la mise en œuvre des confiscations ne soient pas mieux décrites, en dehors de la banque Lippmann, Rosenthal & Co. Le rôle de l'administration néerlandaise et celui éventuel des entrepreneurs et financiers hollandais non-juifs n'est pas non plus décrit.

Gérard Aalders a écrit un ouvrage sur les restitutions et il serait heureux que celui-ci soit aussi rapidement traduit. Un ouvrage semblable serait le bienvenu pour chaque autre pays européen occupé par l'Allemagne.

Jean-Marc DREYFUS, Paris

Alan J. LEVINE, *From the Normandy Beaches to the Baltic Sea. The Northwest Europe Campaign, 1944–1945*, Westport, Connecticut, London (Greenwood Publishing Group) 2000, XI–223 S.

Im ersten Kapitel seiner Arbeit liefert Alan J. Levine eine ausführliche Begründung, warum er sich trotz einer Flut von Büchern über diese Zeit jetzt dazu entschlossen hat, ein neues Werk der Ereignisse in Westeuropa in der zweiten Kriegshälfte zu schreiben. Allzu einseitig und herkömmlich dargestellt schienen ihm die bisherigen Ergebnisse. Viele Felder, wie zum Beispiel die Probleme der Versorgung oder einzelne Operationen (Antwerpen, Chartres, Mons u. a.), hätten Historiker zu wenig oder gar nicht beachtet. Damit hat Levine nicht ganz unrecht, und seine Darstellungen sind – was diese weißen Felder der Geschichte des Zweiten Weltkrieges betrifft – auch von einigem Interesse. In ziemlich unorthodoxer Art beurteilt er Operationspläne, die Verhaltensweisen militärischer und politischer Führer sowie mögliche Alternativen zu durchgeführten Operationen.

Wenn allerdings das Material berücksichtigt wird, das der Autor heranzog, so war es nicht immer leicht, diesen Ansprüchen auch gerecht zu werden. Im Text finden sich zumeist nur zwei Anmerkungen je Kapitel, und die stammen aus nicht allzu aktuellen Arbeiten. Summarisch wird im Anhang dann lediglich englischsprachige Literatur angeführt. Ob Dokumente aus Archiven Verwendung fanden, ist nicht erkennbar. Trotzdem gelang es Levine, ein nicht alltägliches Buch zu schreiben, was an einigen Beispielen dargestellt werden soll: Als einer der wenigen Historiker im angelsächsischen Bereich verneigt er sich nicht gleich von vornherein in tiefer Ehrfurcht vor der Leistung deutscher Generale. Zutreffend qualifiziert Levine etwa Rundstedt als willigen Parteigänger Hitlers, der auf militärischem Gebiet nur mittelmäßig qualifiziert war, und Rommel erscheint nicht mehr als der glänzende Feldherr, sondern allenfalls als guter Taktiker. Aber auch die britischen und amerikanischen hohen Offiziere werden vom Autor herb, aber oft zutreffend beurteilt: Montgomery, eine merkwürdige Figur, so der Autor, und manche Untergebenen Eisenhowers bezeichnet er ebenfalls als seltsame Typen.

Einschränkend muß allerdings gesagt werden, daß ihn die Memoirenliteratur auch zu Aussagen verleitet, die – nach Durchsicht der Originaldokumente – nicht immer Bestand haben. Es hätte, so Levine, einige deutsche Generale gegeben, die vor der Invasion nicht auf eine entscheidende Wirkung der »Wunderwaffen« gehofft hatten. Man würde gerne erfahren, welche Offiziere das gewesen sind. Daß hohe SS-Offiziere Rommel beim Staatsstreich vom 20. Juli 1944 unterstützen wollten, ist kaum glaubhaft, weil sich Rommel ja selbst nicht über seine Rolle im Widerstand klar war. Er gehörte außerdem nicht zu den Organisatoren des Umsturzes.

Rundstedts vielzitiertes Satz ans OKW, »Schließt Frieden, ihr Idioten!«, gehört sicherlich ins Reich der Legende. Der Feldmarschall stellte sich vielmehr Hitler trotz Abberufungen, Alter und Krankheit freiwillig bis zum Ende des Krieges immer wieder zur Verfügung.